

Revue de presse

La mort de Georges Poitou, directeur de l'Ecole normale supérieure : un mathématicien bâtisseur

Le Monde, 19 septembre 1989

Georges Poitou, directeur de l'Ecole normale supérieure, est mort le 14 décembre. Il était âgé de soixante-trois ans.

Georges Poitou a fait partie de la génération de chercheurs qui ont reconstruit l'Université française dans la grande période d'expansion des années 60, et à nouveau dans la relance des années 80. Il fut l'un des fondateurs de la faculté des sciences d'Orsay, puis l'artisan du renouveau de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, qu'il dirigeait depuis 1981.

Il est né le 11 février 1926, à Paris, d'une famille nivernaise. D'origine modeste, il a fait ses études comme boursier au lycée Henri IV et entre à l'Ecole normale supérieure en 1945. Il passe l'agrégation de mathématiques en 1948 et le doctorat d'Etat en 1953. Il enseigne d'abord comme maître de conférences en Tunisie, puis à la faculté des sciences de Lille, de 1955 à 1965.

Il rejoint alors la petite équipe de scientifiques qui, partie de la Sorbonne, écrasée par l'afflux des étudiants, s'installe sur le plateau d'Orsay pour créer une nouvelle faculté. Il en sera le doyen de 1967 à 1970 et contribue, à ce poste, à la mise en place de la nouvelle université de Paris-Sud. Aux qualités d'animateur et d'administrateur dont il fait preuve en ces circonstances, s'en ajoute une autre qui fait sa principale fierté : celle de jardinier. C'est à lui que l'on doit le cadre exceptionnel qui fait de l'université d'Orsay un campus particulièrement apprécié des étudiants.

De 1970 à 1980, il se consacre à l'enseignement et à la recherche, puis est nommé, en 1981, directeur de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. Il assurera en particulier la fusion entre cet établissement qui accueille les garçons et l'Ecole de Sèvres réservée aux filles. Mais il entreprend surtout un patient travail de réorganisation et de renouvellement des études pour relancer une institution qui avait vieilli et qui souffrait de la concurrence de brillantes rivales, anciennes (comme Polytechnique) ou nouvelles (l'ENA ou HEC). Il profite de la création des magistères par Jean-Pierre Chevènement pour restructurer les enseignements scientifiques. Il développe – souvent en association avec d'autres institutions – des disciplines encore insuffisamment présentes à l'école, comme la biologie, la géologie ou l'économie. Si, en tant que scientifique, il éprouve plus de difficultés à faire bouger les disciplines littéraires, il s'efforce, avec l'aide des directeurs adjoints, M. Marcel Roncayolo d'abord, Mme Bastid-Bruguière ensuite, d'encourager les domaines nouveaux : les langues et civilisations étrangères, la psychologie et les sciences cognitives, la linguistique et l'informatique, le droit international...

Passionné par sa mission, Georges Poitou avait été confirmé dans son poste en 1988, devenant le premier directeur de la nouvelle Ecole normale supérieure. Il souhaitait faire de cet établissement rénové le centre d'excellence capable de former " les savants et les lettrés " dont la France a besoin dans tous les domaines – académiques et scientifiques, mais aussi administratifs, techniques, économiques... – et appuyait toutes les initiatives pour ouvrir l'école sur le monde extérieur.

Mathématicien réputé – il a été l'un des animateurs du séminaire de la théorie des nombres de Paris et président de la Société mathématique de France, – il était aussi passionné de musique, art qu'il continuait de pratiquer en amateur. Enthousiaste et direct, ennemi de toute ostentation et très proche des étudiants, il était le vivant symbole de ce haut lieu de la science et de la culture, qui est aussi celui de la jeunesse et de la liberté de penser.

Frédéric Gaussen

Le redressement inachevé de Normale sup'

Le Monde, 20 septembre 1990

Au moment où un nouveau directeur va être nommé, deux rapports s'interrogent sur l'avenir de l'Ecole normale supérieure.

La prééminence des institutions se mesure parfois à des détails. Il en est ainsi de Normale sup'. Depuis la réforme des écoles normales supérieures de 1985, contrairement à ses petites soeurs de Fontenay-Saint-Cloud, de Cachan ou de Lyon, l'école de la rue d'Ulm n'a pas besoin d'afficher son lieu de naissance. Elle est, en toute simplicité, l'Ecole normale supérieure. Et contrairement aux autres ENS, son directeur n'est pas nommé par le ministre de l'éducation, mais par le président de la République. Cela devrait être chose faite dans les prochaines semaines.

Après le décès, en décembre dernier, de M. Georges Poitou, directeur de l'"Ecole" depuis 1980, et plusieurs mois d'intérim assuré par Mme Josiane Serre, la procédure de désignation d'un nouveau directeur est en effet en cours. La prestigieuse commission consultative chargée de donner son avis s'est réunie le 6 septembre dernier et, parmi les trois candidats en lice, a classé nettement en tête M. Etienne Guyon, actuel directeur du Palais de la découverte. Ce physicien de cinquante-cinq ans ne suscitant pas, semble-t-il, de réserves au ministère de l'éducation, c'est donc sa candidature qui devrait être transmise par M. Jospin au président de la République.

Quel qu'il soit, en définitive, le futur directeur de la rue d'Ulm trouvera sur son bureau deux rapports _ non encore publics _ sur l'avenir de l'Ecole normale supérieure. Le premier a été réalisé par un petit groupe de travail piloté par le sociologue Alain Touraine et comprenant notamment Mme Serre, M. Georges Haddad, président de l'université Paris-I, et M. Marc Javoy, vice-chancelier des universités de Paris. Très synthétique et un brin provocateur, leur rapport répond à une commande directe du cabinet du ministre de l'éducation qui souhaitait en faire la "charte" du futur directeur. En parallèle, et sans souci de l'actualité immédiate, le Comité national d'évaluation vient de mettre la dernière main à un rapport beaucoup plus exhaustif... et diplomatique sur Normale sup'.

Une école incomparable

Au-delà de la différence de ton et d'objectif, le groupe Touraine et les experts du comité d'évaluation aboutissent à un diagnostic assez proche et à des recommandations comparables. D'effacement oblige à l'égard d'une école bientôt bicentenaire, chacun s'accorde à reconnaître à Normale sup' son statut d'institution "incomparable" selon le CNE, capable grâce à son expérience et à sa souplesse d'offrir "une liberté et un environnement intellectuels remarquables, peut-être uniques en France", comme le note Alain Touraine. Et ce dernier souligne l'un des atouts décisifs de l'Ecole : "L'excellente qualité de ses élèves." Le contraire serait étonnant dans un établissement qui constitue, avec Polytechnique, HEC et l'Ecole nationale d'administration, le carré magique des grandes écoles françaises, attirant, après deux ou trois ans de classes préparatoires hyper sélectives et un concours draconien, la crème des étudiants.

En outre, à la différence de ses principales rivales et notamment des autres écoles normales supérieures, la rue d'Ulm continue de rassembler, dans un même creuset, littéraires et scientifiques, amateurs de Pindare ou de biologie moléculaire, archéologues en herbe et théoriciens de la physique, musicologues avertis et spécialistes de spectroscopie hertzienne. Bref, les 886 élèves que comptait l'école en 1989 (483 littéraires et 403 scientifiques) constituent un cocktail de talents sans équivalent.

Pourtant, une fois lancé ce coup de chapeau, l'état des lieux est plus nuancé. " L'ENS a connu, ces dernières décennies, un certain effacement (...) et n'a pas toujours été à la hauteur de ce qu'on attendait d'elle ", note sans ménagement Alain Touraine, tandis que le comité d'évaluation évoque la " crise d'adaptation " de l'école. Cette crise n'est pas nouvelle. Depuis une vingtaine d'années, la montée en puissance d'autres institutions comme HEC et les principales écoles de commerce ou comme l'Ecole nationale d'administration et Sciences po a sérieusement concurrencé le prestige de la rue d'Ulm. Dans le domaine scientifique également, la vieille rivalité entre Normale sup' et Polytechnique a souvent tourné, au début des années 80, à l'avantage de cette dernière, de nombreux candidats reçus aux deux concours préférant démissionner en faveur de l'X.

Enfin la crise de l'enseignement et le tarissement brutal, dans les années 70, des recrutements aux concours de l'agrégation ont sévèrement affecté une institution dont la mission première, depuis 1794, était la formation des enseignants de haut niveau. " Echecs nombreux à l'agrégation, affectations massives en collège, dépréciation du métier d'enseignant, tout a concouru à la remise en cause de la qualité traditionnelle de l'Ecole, dans l'opinion publique mais aussi auprès des normaliens eux-mêmes ", note ainsi le rapport du CNE. Cette crise de confiance a particulièrement touché les littéraires. Une enquête réalisée en 1990 par le comité d'évaluation sur la situation professionnelle de dix promotions (1971-1980) de normaliens littéraires montre en effet que le tiers d'entre eux (et 40 % des filles) enseignent dans le secondaire, 25 % dans le supérieur, tandis que 10 % travaillent dans la recherche, 14 % dans l'administration et 6 % dans le secteur privé.

Cet " effacement " relatif n'a pas laissé l'Ecole normale supérieure sans réaction. En fusionnant la rue d'Ulm, jusque-là réservée aux garçons, et l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), la réforme de 1985 n'a pas seulement doublé les effectifs de l'Ecole, elle a bousculé et donné un coup de fouet à une institution en proie au doute. Elle a également servi de contexte à une refonte en profondeur, sous la houlette de Georges Poitou, de la scolarité des normaliens scientifiques.

La réussite des magistères

Dans ce secteur, note Alain Touraine, la situation a été " remarquablement redressée ces dernières années " et le Comité d'évaluation ne tarit pas d'éloges sur la cohérence et le dynamisme retrouvé des cinq départements scientifiques de Normale (mathématiques et informatique ; physique ; chimie ; biologie ; géologie). Dans ces disciplines où l'agrégation ne joue plus qu'un rôle marginal pour les normaliens, l'organisation de l'enseignement dans le cadre de cinq magistères, qui associent l'ENS aux grandes universités parisiennes, a permis de structurer un cursus centré sur la formation à la recherche. Ces magistères ont également permis d'ouvrir la scolarité à Normale à des non-normaliens et de briser l'isolement dont souffraient _ parfois _ les départements scientifiques.

Ces lauriers ne surprennent pas vraiment Mme Serre. " On ne peut plus parler d'effacement en sciences. Il y a quelques années les démissions en faveur de Polytechnique étaient effectivement nombreuses. Ce n'est plus le cas. " D'autant que les postes d'allocataires moniteurs normaliens (AMN), proposés depuis l'an dernier, offrent désormais un débouché attractif aux élèves (la quasi-totalité de chaque promotion) qui veulent faire leur thèse. En 1990, tous les normaliens qui ont demandé un poste d'AMN l'ont obtenu.

Diversifier les concours

Ce redressement des secteurs scientifiques fait ressortir de façon d'autant plus sensible les difficultés ou les incertitudes des littéraires. C'est dans ce secteur que la fusion Ulm/Sèvres de 1985-1986 a été la plus laborieuse. Comme le note avec humour Mme Bastid-Bruguière, directrice

adjointe de l'ENS, " la différence d'esprit entre les dames du boulevard Jourdan et les messieurs de la rue d'Ulm était beaucoup plus profonde en lettres qu'en sciences. Pendant très longtemps on a beaucoup moins poussé les filles vers la recherche ".

Aujourd'hui encore, 85 % des normaliens littéraires estiment indispensable de passer l'agrégation et, si la volonté de poursuivre vers le doctorat est de plus en plus générale, elle est encore récente et obéit surtout à la volonté d'échapper à l'enseignement secondaire.

En dehors de ces problèmes de débouchés, qui conduisent régulièrement bon nombre de normaliens à changer de voie et à préparer Sciences-Po et l'ENA, c'est également dans le secteur littéraire que les interrogations sont les plus nombreuses sur l'organisation de la scolarité à l'École. Presque exclusivement calé sur la préparation à l'agrégation, le cursus des littéraires manque, aux yeux du groupe Touraine comme pour le Comité d'évaluation, d'un cadre assez structuré préparant notamment les élèves à la recherche, à l'image des magistères scientifiques. Enfin Alain Touraine souligne que la conception même de la culture littéraire qui prévaut, à ses yeux, à l'ENS risque de " marginaliser " l'École, malgré la création, en 1983, du concours " S " beaucoup plus axé sur les sciences sociales.

Pour sortir de ces incertitudes, les deux groupes d'experts proposent donc une série de remèdes qui provoquent déjà de vives réactions à Normale sup', parmi les élèves comme auprès de la direction. Alain Touraine, comme le Comité d'évaluation, propose ainsi de diversifier le profil intellectuel des normaliens en créant un autre concours d'entrée, ouvert en particulier à des étudiants en droit ou en sciences politiques et qui ne piocherait donc pas dans le vivier classique des classes préparatoires.

La seconde proposition consiste à sortir beaucoup plus nettement d'une logique " professionnelle " pour suivre désormais une logique " scientifique ". " L'École doit considérer comme sa fonction principale la formation par la recherche à la recherche, et la formation de ses élèves ne doit être considérée comme vraiment achevée que lorsque ceux-ci ont présenté une thèse de doctorat ", préconise Alain Touraine. " Il faut conforter la vocation des normaliens à préparer une thèse " note en écho le CNE, en déplorant " l'anarchie partielle " qui règne actuellement, à cet égard, chez les littéraires. Enfin les médecins du CNE ou du groupe Touraine suggèrent, mais de manière encore floue, la réorganisation de la scolarité des littéraires et en particulier le renforcement du tutorat.

Une image désuète

Dès qu'elles ont commencé à filtrer, ces propositions iconoclastes ont provoqué une réaction très vive de la part des normaliens littéraires regroupés dans un " comité de réflexion ". Pas question, à leurs yeux, de toucher aux classes préparatoires qui assurent " mieux que nulle part ailleurs dans le système universitaire français une formation générale et interdisciplinaire ". Pas question non plus, pour les élèves, de remettre en cause le principe d'un véritable concours d'admission, garant de justice et d'objectivité. Enfin pas question de contester le principe de liberté qui préside aux cursus : " Une orientation contraignante, trop précoce, détournerait de l'École nombre d'élèves brillants qui seraient définitivement perdus pour la recherche. "

Cette réaction vigoureuse est partagée, sur le fond sinon dans la forme, par Mme Bastid-Bruguière. " Cette image désuète est très peu charitable. Elle oublie l'extraordinaire diversité des centres d'intérêt de l'École. De même l'idée d'un concours ouvert aux juristes n'est pas raisonnable. Au contraire nous incitons nos élèves à s'engager dans des études juridiques, et l'accord que nous avons déjà avec Paris-I dans ce domaine devrait être étendu à Paris-II. " Enfin la directrice adjointe de l'École souligne la volonté de développer, à Normale, un grand centre

d'études du monde contemporain. Ainsi l'arrivée rue d'Ulm comme professeur, cette année, du sociologue Christian Baudelot devrait permettre de repenser la formation de base en sociologie. Quant au département des antiquités, qui vient d'être réorganisé et doté de nouveaux locaux, il s'agit d'un secteur de recherche très dynamique associant les langues anciennes, l'archéologie, la linguistique et l'histoire, et utilisant des techniques de plus en plus pointues.

Malgré ces projets et ces réalisations, il reste que les diagnostics dressés par Alain Touraine et les experts du CNE sont sévères et convergents. Y remédier sera, à n'en pas douter, la première tâche du prochain directeur de l'Ecole.

Gérard Courtois

Les normaliens résistent aux séductions commerciales

Le Monde, 10 octobre 1990

Si d'anciens élèves de la rue d'Ulm répondent aux sirènes des entreprises, le goût pour l'étude et la recherche reste largement prédominant.

Le Club des normaliens dans l'entreprise regroupe les deux cents anciens élèves de la prestigieuse rue d'Ulm qui se sont laissé tenter par l'appât du gain et ont préféré, aux joies pures et nobles des traductions de Pindare et de Tacite, les sirènes de l'entreprise. Un tiers de ceux-ci sont des littéraires. Wladimir Mercouroff, responsable de l'Institut d'expertise et de prospective de l'Ecole normale supérieure, affirme voir chaque année le tiers de la promotion, soit soixante-dix élèves, qui viennent s'informer sur l'entreprise, en parler, se renseigner.

Une demande existe aussi de la part des directeurs des ressources humaines des entreprises. Ils réclament de plus en plus des littéraires, conscients des dangers de la " monoculture " et de l'appauvrissement humain que ce phénomène risque de provoquer. Face à cette double attente, l'Ecole normale supérieure s'est efforcée de faciliter, institutionnellement, la rencontre des élèves avec le monde de l'entreprise. Passer l'agrégation n'est plus une obligation.

Depuis trois ans, l'Agora est un forum où l'on trouve les mêmes entreprises que dans les grandes écoles, de Rhône-Poulenc à Thomson, de BSN à Matra. Enfin, le parrainage consiste à proposer à un élève entrant à l'école d'être parrainé par un normalien qui a fait toute sa carrière dans l'entreprise. Ils se rencontrent au moins une fois : certains sympathisent et créent des liens d'amitié, d'autres ne se revoient jamais. Mais Wladimir Mercouroff juge intéressant le mouvement de curiosité qui pousse, chaque année, une cinquantaine d'élèves, soit le quart de la promotion, dont vingt-cinq littéraires, à demander un parrainage.

" Concours S ".

Autre marque d'une évolution de l'école : la création, en 1983, du " concours S ". Ce concours, ouvert aux littéraires forts en maths, offre une dizaine de places par an et forme les esprits aux sciences sociales et économiques. Georges Poitou, l'ancien directeur de l'école, décédé l'an dernier, souhaitait apporter aux normaliens un nouveau modèle, différent de ceux traditionnels des littéraires pur sang, d'une part, et des scientifiques, d'autre part. Il y avait certainement aussi l'idée sous-jacente que l'école n'était plus à la pointe en sciences sociales et humaines.

On s'attendait que les normaliens entrés par le " concours S " soient plus tentés que leurs camarades par le privé. Michel, entré deuxième, entame sa dernière année d'école. Il partira, le mois prochain, en Nouvelle-Calédonie pour travailler, sur le tas, sa thèse sur les Canaques migrants. Il proteste contre cette vision. " Les khâgneux S ont le même profil que ceux des prépas commerciales. Les matières sont les mêmes : il faut, comme en HEC, être à la fois fort en français, en histoire, en philo et en maths. Nous avons le choix entre les deux voies. Si nous avons choisi Normale, c'est par amour de l'étude et de la recherche. C'est aussi par refus des débouchés offerts par les études commerciales. C'est vraiment dommage de faire Normale pour se retrouver dans une boîte quelconque comme n'importe qui. " " Ceux qui réussissent dans leur vocation, poursuit Michel, dans leur recherche, persévèrent. Ce sont ceux qui échouent, ceux qui n'ont pas trouvé leur voie universitaire qui risquent d'aller dans l'entreprise. Mais, pour moi, c'est un détournement. " Paul, vingt-deux ans, agrégé de philosophie, est encore plus sévère. " L'entreprise ? Une trahison. Faire du commercial quand on a fréquenté Platon, Aristote et Leibniz, pouah ! Je ne suis pas puriste, mais tout de même, l'idée qu'on a passé trois ans dans ces murs avec les plus fins esprits de son temps, qu'on a la chance de pouvoir consacrer son existence au débat

philosophique et qu'on préfère aller vendre des chaussures ou du shampoing a quelque chose de proprement incompréhensible, de révoltant. "

Glorieux anciens.

Emmanuel, entré également par le " concours S ", est en deuxième année. Pour lui aussi, la voie normale de l'école, la seule digne des glorieux anciens, c'est l'enseignement et la recherche. Il est de ceux qui souhaitent faire autre chose, mais sûrement pas aller en entreprise. " Les S vont volontiers à Sciences-Po et à l'ENA. Le service public a encore, ici, un certain prestige, même s'il l'a perdu dans d'autres milieux. Les juristes, les économistes sont aussi assez bien vus. Bref, on peut, aujourd'hui, être normalien et penser à une carrière hors de l'Université. Mais la pression morale et amicale de l'environnement est telle que celle-ci sera toujours plus prestigieuse et plus enviable. " L'idéologie dominante rue d'Ulm, c'est encore l'amour des disciplines intellectuelles et le goût des livres. S'il y a ouverture sur l'extérieur, elle continue à en horripiler certains, et à en surprendre d'autres. Emmanuel reconnaît que les camarades qui vont au Forum sont surpris par les salaires proposés et les carrières offertes. Mais ceux-là mêmes qui se laisseront tenter essaient de ménager la chèvre et le chou et de ne pas abandonner complètement l'ambition intellectuelle et la perspective d'un cursus universitaire. Un jeune géographe, sitôt l'école terminée, s'est dirigé vers HEC pour faire un magistère. Mais il a aussi commencé une thèse de droit.

Il y a certes une historienne qui est ingénieur commercial chez IBM, une géographe à la direction du centre de formation de Thomson, un sinologue chez Paribas, un agrégé de philosophie à la Banque française du commerce extérieur, un angliciste chez Michelin. Mais que les défenseurs de la tradition se rassurent ! Si les Normaliens ne se comptent jamais qu'en petit nombre, ceux qui ne restent pas fidèles à l'esprit sont encore en plus petit nombre : deux, trois chaque année, au maximum. " Ce sont les moins bons, affirme, non sans un certain mépris, un helléniste. Dieu nous garde de ceux qui sont capables de faire de l'Ecole normale supérieure une école comme les autres ! "

Liliane Delwasse

Le bicentenaire de l'Ecole normale supérieure : deux cents ans d'incertitudes

Le Monde, 20 octobre 1994

L'histoire mouvementée d'une école créée par la Convention, recréée par l'Empire et installée rue d'Ulm par la monarchie de juillet.

L'histoire de l'Ecole normale supérieure raconte deux siècles de précarité. Une école où l'on n'enseigne guère, puisque les normaliens suivent un cursus universitaire classique, un établissement régulièrement ébranlé par les traumatismes de la vie nationale et dont l'existence a été souvent remise en question. N'a-t-elle pas été, par deux fois, effectivement dissoute : quelques mois après sa création, en 1795, puis à nouveau en 1822, sous les coups de boutoir des ultras ? L'Empire autoritaire la conserve, mais la tient en lisière, sous la férule d'airain de Louis Pasteur, grand savant mais administrateur tatillon, intransigeant sur la discipline. Les radicaux de la Belle Epoque la flanquent d'une réforme assassine et, quarante ans plus tard, le Conseil national de la Résistance, écoeuré peut-être par le nombre d'" archicubes " (1) compromis avec Vichy, envisage encore d'en finir...

C'est que l'Ecole normale, en dépit de son recrutement méritocratique, ne paraît pas assez ouverte aux couches populaires pour satisfaire l'égalitarisme sourcilleux de la gauche française (2). Quant à la droite, elle préférera toujours à l'imprévisible rue d'Ulm, où les normaliens finissent par s'installer, à partir de 1847, ses bastions des facultés de droit ou de médecine.

Les balbutiements de l'an III (1794-1795) manifestent d'emblée cette essence volatile et contradictoire. Certes, pour la Convention, il s'agit d'abord de répondre aux urgences de l'heure, et de reconstituer, cahin-caha, le réseau d'enseignement primaire désorganisé par la déchristianisation. Mais l'idéal rationaliste de l'" homme nouveau " vient parasiter la vocation strictement pédagogique de l'expérience, lancée le 30 octobre 1795 (9 Brumaire an III). " Pour la première fois sur la terre, s'écrie alors Lakanal avec emphase, la nature, la vérité, la raison ont un séminaire ". Le terme même d'" école normale " renvoie aux Normal-Haupt und Trivial Schulen, fondées en Autriche, en 1773, par l'impératrice Marie-Thérèse à la suite du renvoi des jésuites. Un modèle germanique qui inspire, à n'en pas douter, les députés français tant la conception rappelle, selon certains, l'illustre séminaire protestant de Tübingen (que fréquentèrent Hegel, Schelling et Hlderlin, en 1788).

Mal payés, mal nourris, saisis par l'exceptionnelle froidure de l'hiver 1795, les mille quatre cents premiers " conscrits " voient, sans aucune préparation, passer devant eux tout ce que la France compte d'hommes de science éminents : Volney pour l'histoire, Bernardin de Saint-Pierre pour la morale, Monge et Laplace pour les mathématiques... Au bout de quelques mois, on finit par réexpédier tout le monde dans ses foyers. L'expérience en serait restée là, si elle n'avait pas laissé le souvenir d'une réunion exceptionnelle de maîtres très _ et même trop _ talentueux pour le niveau de leurs élèves. Ce souvenir inspire à Napoléon la décision de faire renaître le projet, en 1808.

Responsable de la débâcle de 1870

Tout au long du XIX siècle, l'Ecole normale aura pour tâche de former des professeurs de lycée. Sous la Restauration, après quatre années de fermeture, elle gagne son épithète de " supérieure ". Le règne de Louis-Philippe, véritable " monarchie des professeurs ", constitue pour les normaliens une sorte d'âge d'or, avec lequel contraste la remise au pas impériale, à laquelle la rue d'Ulm survit cependant. En revanche, la défaite de 1870 précipite la France dans une véritable " révolution culturelle ", qui a pour enjeu l'Université française. Renan, et surtout Taine, accusent le

classicisme des " écoles spéciales " d'être à la source d'une véritable " pathologie " française, responsable, croient-ils, de la débâcle. Les attaques furent tout spécialement dirigées contre la rue d'Ulm. C'est également à cette époque que le normalien devient une figure littéraire, d'abord négative, dans les *Déracinés* de Maurice Barrès (1897) ou dans *l'Etape* de Paul Bourget (paru en 1902), avant de s'incarner, plus tard, dans les populaires et sympathiques figures de Jallez et Jerphanion, dans les *Hommes de bonne volonté* de Jules Romains. Si *l'Echo de Paris*, en 1895 dans un article célèbre, reconnaît au normalien un caractère de " libre-penseur, anticlérical, républicain ou monarchiste constitutionnel, très épris des libertés individuelles du citoyen ", il s'étonne de son conservatisme foncier et de sa " terreur " supposée " des questions sociales et des révoltes révolutionnaires ".

L'engagement pour Alfred Dreyfus d'un bibliothécaire charismatique et hégélien, le socialiste Lucien Herr, la ferveur dreyfusiste d'un groupe d'élèves menés par Charles Péguy (notons cependant qu'un autre normalien, qui prête sa plume au très populaire *Petit Journal*, Ernest Judet, est un adversaire acharné de la révision du procès Dreyfus), tout cela n'empêche nullement les radicaux, portés au pouvoir par l'" Affaire ", de chercher à donner un coup de grâce à une institution dont ils n'apprécient guère l'arrogance ni l'élitisme. La réforme du 10 novembre 1903 réduit de facto les normaliens au statut de boursiers de l'Université de Paris et abolit tout enseignement spécifique. Elle propulse à la direction Ernest Lavis, lequel supprime du concours d'entrée l'obligation du grec. Si l'Ecole normale ne se fane pas comme une fleur coupée, c'est à sa section scientifique qu'elle le devra. La crainte de voir les meilleurs mathématiciens ou physiciens quitter l'université pour l'École polytechnique sauve l'institution et, avec elle, la section lettres.

L'affront fait au général

Désormais inféodée à la Sorbonne qui s'est mise, avant 1914, au diapason d'un modernisme historiciste à l'allemande, la spécificité de l'Ecole normale supérieure se concentre tout entière dans son concours d'entrée sans programme (notamment en littérature, en philosophie et en histoire), concession à la fameuse " culture générale classique " dont elle est vouée à représenter l'excellence. La Grande Guerre décime cruellement les promotions dont certaines perdent jusqu'à la moitié de leur effectif, au point de pousser les générations suivantes, parmi lesquelles on relève les noms de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron (promotion 1924), vers un pacifisme militant.

Les années 20 et 30 correspondent aux premiers pas de normaliens en direction du Parti communiste, tandis que triomphent sur la scène politique les " archicubes " Edouard Herriot et Léon Blum dans l'éphémère " cartel des gauches ", en 1924. Pourtant les plus grands succès restent d'ordre scientifique. C'est en 1937, par exemple, que se constitue le groupe " Bourbaki ", lequel va dominer la scène mathématique française jusqu'aux années 70.

Dans *la Conspiration*, Paul Nizan montre à merveille la fascination teintée de dandysme qui va précipiter des générations de jeunes intellectuels français dans les bras du Parti communiste, effaçant progressivement la tradition libérale de l'Ecole normale ou en la réduisant au silence (Raymond Aron sera empêché jusqu'en 1982 de s'y produire). Certes, ils ne seront jamais plus de 15 % des effectifs à partager cette aspiration. Les " talas " (3), qui fournissent des troupes aux luttes anticoloniales des années 50 et 60, parviennent à regagner jusqu'au tiers des " ulmiens ". Pourtant, jusqu'en 1984, année de la dissolution de la cellule communiste de l'Ecole, et jusqu'au départ du " caïman " de philosophie Louis Althusser (voir encadré), la culture marxiste et " marxienne " domine nettement la vie de l'Ecole normale.

L'affront fait au général de Gaulle, lors du bal annuel en février 1959, par un élève qui refuse ostensiblement de lui serrer la main, brouille pour longtemps la rue d'Ulm avec l'exécutif. Y

compris lorsque celui-ci sera dirigé par un ancien normalien, Georges Pompidou. C'est sous le septennat de Georges Pompidou qu'a d'ailleurs lieu la folle nuit, dite " de la Commune ", du 20 au 21 mars 1971, où cinq mille gauchistes envahissent le cloître, ce qui conduit le ministre de l'éducation d'alors, Olivier Guichard, à fermer l'établissement pendant quelques semaines.

Les années militantes auront-elles été fatales à la réputation d'une grande école dont la section lettres est, par ailleurs, frappée de plein fouet par la perte de prestige des études classiques en France ? Les retombées de la vague militante dans les années 70 et la " fuite des cerveaux " normaliens en direction de l'ENA rendent l'Ecole exsangue et privée d'affectation. La fusion, en 1986, des concours d'Ulm et de Sèvres (l'ancienne Ecole normale supérieure de jeunes filles), le recentrement sur la recherche de la fin de la décennie 80, n'empêchent peut-être pas l'avenir d'" Ulm " de demeurer incertain, comme il y a deux siècles. Mais là gît, aussi, le mystère de sa survie.

Nicolas Weill

Le bicentenaire de l'Ecole normale supérieure : le prestige retrouvé

Le Monde, 20 octobre 1994

L'école d'" élèves sans maîtres " de la rue d'Ulm a pu, grâce à la relance des carrières dans l'enseignement supérieur et dans la recherche, trouver un second souffle sans perdre son identité.

Inclassable, tellement française, impertinente comme seuls savent l'être les (très) bons élèves, sommet quasi incontesté d'une université dont elle est comme une figure idéale, l'Ecole normale supérieure fête ses deux cents ans. L'occasion de passer le célèbre portail, d'aller voir au-delà du mythe, derrière le bassin aux Ernests (1) et le folklore normalien.

Car indubitablement " à part ", paradoxale et mystérieuse, impressionnante aussi tant elle excelle à " pousser " ses grands hommes, l'école de la rue d'Ulm est mal connue des profanes. Couronnement du système scolaire à la française, avec d'autres " grandes ", l'ENA ou Polytechnique, puisqu'on y accède par " le " concours _ " le seul " en lettres et sans doute le plus difficile en sciences _ elle ne ressemble à rien et cultive ses différences dans ses bâtiments aux allures de cloître.

Un comble pour une grande école, Normale-Sup ne délivre ni diplôme-maison ni classement de sortie. Elle couronne un système éducatif où le cloisonnement des disciplines sanctionne durement les erreurs d'aiguillage et les parcours en dents de scie, mais elle fait, pour ses élèves, de la liberté une vertu et garde une vraie tendresse pour les carrières incongrues. " Les doubles formations sont le lot commun de la plupart des élèves en sciences sociales et en lettres, estime Christian Baudelot, qui dirige le département de sciences sociales de l'école. Par rapport à l'école que j'ai connue au milieu des années 60, Ulm a beaucoup changé. Nous étions hyperpolitisés, l'ambiance était très masculine, la politique passionne peu les élèves actuels et l'arrivée des filles, en 1986, a donné un grand bol d'air. Nous étions dilettantes, ils passent leur temps à bouffer du diplôme. Nous étions d'insupportables coqs, ils sont charmants et ils doutent. "

Ni grande école ni super-fac, Normale-Sup se présente comme un essai de synthèse entre les deux systèmes, ce qui l'a, à divers moments d'une histoire mouvementée, beaucoup fragilisée. D'un côté la sélection impitoyable par les meilleures classes préparatoires (Saint-Louis, Henri-IV et Louis-le-Grand ont formé par exemple le tiers de mathématiciens admis en 1993), de l'autre, un lien organique avec le tissu universitaire et la recherche, par le biais d'enseignants qui ont tous un pied ailleurs, à l'Université ou au CNRS. " En France, explique par exemple, Gérard Ben Arous, le jeune directeur du département de mathématiques et d'informatique (DMI) de l'école, les bonnes mathématiques se font à l'université. Le rôle d'un département comme le nôtre est de mettre en contact les meilleurs étudiants avec les meilleurs profs, où qu'ils soient, en France ou à l'étranger. Pas de constituer un laboratoire pérenne ". Et il cite le cas de Jean-Christophe Yoccoz et Pierre-Louis Lions, les deux dernières en date des médailles Field normaliennes (les six françaises ont été attribuées à d'anciens élèves), qui poursuivent leur carrière respectivement à Paris-IX (Dauphine) et à Paris-XI (Orsay).

Années mythiques années noires

On la connaît surtout pour quelques carrières exemplaires d'anciens élèves devenus Fabius, Sartre, Aron, Juppé, Nizan ou Pompidou, autrement dit par son bord littéraire, ou bien par l'exubérance de la décennie 60 et la période Lacan, Derrida, Althusser. Mais paradoxalement, ces années mythiques sont des années noires. " Il y avait effectivement quelques coureurs de cent mètres, mais la plupart des élèves faisaient du surplace ", lance un " caïman " de philosophie qui eut vingt ans, à l'école, en 1970. " On disait Normale soup', dit un enseignant élève de l'école dans les

années 60. La fameuse liberté de l'école s'était retournée contre elle-même : on venait juste y chercher le vivre, le couvert et un salaire. "

Dans les années 1970-1985, le tarissement brutal des recrutements de professeurs, notamment dans l'enseignement supérieur, la crise d'adaptation de l'ENS à un système éducatif en plein bouleversement, la montée en puissance, enfin, d'institutions comme HEC, Sciences-Po ou l'ENA dans la formation des élites (notamment politiques), le tout allié à une sévère crise interne, ont largement entamé son prestige. L'école littéraire surtout, à laquelle on réduit souvent abusivement l'école, aux débouchés naturellement centrés sur l'enseignement, a pris alors un grand coup dans l'aile. " J'ai connu une époque, se souvient Francis Wolf, élève dans les années 70, aujourd'hui " caïman " de philosophie, où l'on sortait de la rue d'Ulm avec pour seul bagage un titre d'ancien élève. " En 1976, par exemple, un seul normalien littéraire obtiendra, à sa sortie de l'école, un poste dans l'enseignement supérieur. Or on ne se fait pas facilement à l'idée qu'une voie royale peut, un jour, cesser de l'être. La plupart des élus d'alors ignoraient tout des problèmes de débouchés qui les attendaient à la sortie. D'où d'amères désillusions et une véritable " démoralisation interne ".

Aveuglée par son propre prestige, Ulm ne s'était guère, en outre, empressée de s'ouvrir aux nouveaux champs du savoir, comme la sociologie ou les sciences économiques, valeurs montantes de l'Université. Le dernier-né des départements, celui de sciences sociales, a été créé tardivement, en 1983, dans une institution qui, pourtant, eut comme élèves Durkheim, Mauss, Aron, Bourdieu et bien d'autres. Et ce département aujourd'hui est encore un peu franc-tireur. Son DEA, commun avec l'EHESS, accueille largement plus d'étudiants extérieurs que d'élèves de l'école, preuve que la légitimité du normalien ne s'acquiert pas encore très naturellement par la sociologie...

Un changement de direction, la reprise en main de quelques secteurs devenus obsolètes (notamment la biologie où l'on faisait, il y dix ou quinze ans encore, " de vieilles sciences nat"), le tout coïncidant avec l'ouverture massive de postes dans le supérieur et une vraie volonté, de la part de la gauche, de redorer le blason de la rue d'Ulm _ au détriment, d'ailleurs, des autres ENS (2) _ se sont combinés pour que l'école de la rue d'Ulm récupère, en quelques années, une bonne partie de son prestige. La création du système des allocataires moniteurs normaliens (AMN) va permettre, à partir de 1989, à la quasi-totalité des normaliens qui le souhaitent de pouvoir entamer une thèse moyennant, contre un salaire d'environ 7 500 francs, une charge d'une soixantaine d'heures d'enseignement par an. " Une bénédiction pour l'école " aux dires de tous les enseignants qui, eux, ont connu comme élèves la période de vaches maigres.

Une diversification des débouchés avait été tentée par l'ancien élève Laurent Fabius en 1985 : ouverture plus large de l'accès aux grands corps, accès réservé à l'ENA, liens avec l'entreprise privée. Succès plus que mitigé. Mis à part les grands corps qui absorbent chaque année une douzaine d'élèves scientifiques, les deux autres filières ont fait long feu. L'accès réservé à l'ENA a été supprimé dès 1986 et les forums écoles-entreprises ne se tiennent plus, rue d'Ulm, faute de clients parmi les élèves pour y participer. En 1990, deux rapports, commandés par Georges Poitou sur l'état de l'école, remis après son décès à son successeur, Etienne Guyon, concluaient au redressement " remarquable " de l'école scientifique (3) et notaient la satisfaction de voir les démissions en faveur de Polytechnique devenir moins nombreuses (en 1993, 32 des 36 admis aux deux concours ont opté pour Ulm, quatre seulement choisissant l'X). C'est incontestablement en sciences que l'école de la rue d'Ulm a opéré les changements les plus spectaculaires. Grâce notamment aux magistères, elle a pu recentrer son enseignement sur l'école et le structurer davantage autour de la recherche. La création, par Jean-Pierre Chevènement en 1985, de ces diplômes de haut niveau (à bac + 5), pluridisciplinaires et ouvrant la voie de la thèse, ont assez

peu profité aux universités pour lesquelles ils étaient pourtant conçus. Mais ils se sont trouvés taillés sur mesure pour Normale-Sup.

Le salut par le magistère

En mathématiques par exemple, les normaliens, désormais, ne vont plus à l'université, mais ce sont quelques étudiants venus d'ailleurs, triés sur le volet, qui sont admis à y suivre les cours. Beaucoup abandonnent, d'ailleurs, ou échouent, tant l'écart de niveau est important entre la crème des taupins qui se trouvent rassemblés à Ulm et les étudiants d'université qui n'ont, pour la plupart, pas été admis en prépa. Véritable condensé d'excellence protégé par les murs de la rue d'Ulm, le magistère tombait à pic pour une autre raison. L'Université et l'éducation nationale ayant relancé leur recrutement, l'agrégation de mathématiques, devenue beaucoup moins sélective, avait cessé d'être un baromètre sérieux pour les normaliens...

Les choses sont plus diffuses en lettres. La liberté des cursus est toujours quasi totale rue d'Ulm, mais l'agrégation, qui demeure très sélective, structure largement les études et les carrières, même s'il n'est plus obligatoire de s'y frotter. La seule contrainte pour les élèves littéraires est de suivre, à l'école, un séminaire et un enseignement de langues, en plus des cours de licence et de maîtrise de l'université. En philo, en première année, le minimum est de suivre un séminaire d'une autre discipline et les cours de logique. " Mais, déclare Francis Wolf, enseignant du département, se déclarer philosophe en entrant à l'école c'est d'abord se choisir un caïman de philosophie. " " La fonction de l'école, poursuit Christian Baudelot, est de former des grands universitaires, ouverts et pluridisciplinaires. C'est en tout cas ce qu'elle tend à redevenir. On peut faire le pari qu'elle ne formera plus qu'accidentellement des politiques. Sous la III ou la IV République, il y avait, entre le profil du normalien et celui du politique, une espèce d'affinité reposant sur la culture, l'éloquence, etc. Ce n'est plus vrai aujourd'hui que le politique est un technocrate et qu'existe l'ENA. Nos élèves sont des profs dans l'âme. C'est à cela que nous les formons et c'est finalement ce que l'on réussit le mieux. "

Christine Garin

L'ENS et l'Europe

Le Monde, 23 mai 1998

Le système des grandes écoles est souvent mal compris à l'étranger malgré leurs efforts récents pour s'y faire reconnaître. La difficulté tient aux particularités du mode d'accès à ces écoles, ainsi qu'au faible pourcentage d'élèves déjà sélectionnés par l'entrée en classe préparatoire. De plus, leurs cursus éloignent généralement leurs élèves des enseignements universitaires qui, eux, sont reconnus à l'étranger, et ne les encouragent pas à jouer des équivalences possibles. Elles sont ainsi mal armées pour accueillir des excellents étudiants étrangers qui pourraient, dans le cadre d'un cursus universitaire européen, tirer un réel profit des enseignements qu'elles offrent.

L'Ecole normale supérieure, avec ses trois écoles soeurs (Fontenay - Saint-Cloud, Cachan, Lyon) apparaît singulière dans ce paysage et dans son fonctionnement même. A travers les évolutions que nous envisageons, elle peut contribuer à résoudre l'hiatus entre ces deux types de formation. Les élèves qui sont tous inscrits à l'Université y suivent un enseignement en commun avec des étudiants d'université et leurs seuls diplômes sont ceux que délivre l'Université. Ces étudiants, qui visent en majorité des carrières dans l'enseignement ou la recherche, poursuivent, pour la plupart, leurs études hors de l'Ecole normale supérieure dans des établissements de recherche universitaire. Nous nous abstenons même de délivrer le grade de doctorat pour les élèves qui préparent leur thèse dans nos laboratoires de recherche. Tout cela, qui différencie les ENS des autres grandes écoles, les rapproche en fait de certains collèges universitaires étrangers.

Par contre, nous partageons avec l'ensemble des écoles le principe du recrutement par concours. Une grande majorité (95 %) de nos élèves sont recrutés à partir des classes préparatoires par des concours considérés, par les étudiants candidats, comme les plus redoutables, même si nous nous efforçons d'y privilégier les qualités d'analyse et de réflexion avant la rapidité ou la mémoire bien organisée. Des concours de recrutement à partir de l'Université existent, mais leur impact est faible, car le nombre de places offertes est réduit, ce qui a un effet fortement dissuasif pour les candidats.

Globalement, d'ailleurs, le recrutement dans l'ensemble des concours des écoles normales supérieures n'a pas suivi le taux d'accroissement des étudiants du supérieur. Avec 100 scientifiques et 100 littéraires par an, « la Rue d'Ulm » est acculée à l'écrémage d'une élite infime, ce qui réduit considérablement sa capacité à jouer le rôle d'intégration et de promotion sociale qu'elle a eu par le passé. Si elle recrute toujours sur la base rigoureuse de la méritocratie, l'accumulation de nombreux filtres avant de franchir les portes de l'Ecole (orientation en seconde, bac scientifique, classes préparatoires) donne un avantage aux jeunes les mieux préparés à ce système : ceux issus des milieux favorisés, et particulièrement les garçons dans le domaine des sciences.

C'est pourquoi l'ENS propose d'ouvrir plus largement ses portes aux meilleurs étudiants français et étrangers et souhaite jouer de façon accrue et au niveau européen le rôle d'intégration qui a justifié son existence. En utilisant le rayonnement international actuel de l'Ecole, nous nous proposons d'attirer des étudiants européens particulièrement brillants et de contribuer ainsi à la formation d'une jeune élite culturelle et scientifique européenne, comme cela se fait aujourd'hui dans d'autres collèges européens. Les spécificités de la scolarité à l'ENS vie en commun des élèves, proximité de laboratoires et bibliothèques, présence de disciplines très diverses sont un atout considérable pour accroître l'efficacité de la collaboration entre très bons étudiants issus de formations nationales très diverses.

Ce projet nécessite, en plus d'une augmentation significative des effectifs, la mise en place de concours spécifiques qui recourent à des examens sur dossier plutôt qu'aux écrits sur programme des concours classiques ; nos concours parallèles, limités, permettent un recrutement de qualité comparable, mais plus diversifié que ceux des classes préparatoires. Tous ces élèves devraient faire une scolarité suffisamment longue à l'ENS (3 ans au moins) pour permettre un brassage culturel suffisant, et pour que ceux des élèves qui parlent mal ou pas notre langue puissent en acquérir les rudiments suffisants à l'occasion de leur première année d'école. Enfin, ce mouvement international devrait conduire les élèves français à amplifier leur temps de scolarité à l'étranger.

Par cette initiative, l'ENS entend, sans renoncer à un recrutement fondé sur la méritocratie, devenir un élément moteur de l'intégration de l'élite européenne. Il ne s'agit pas de « confisquer » au profit de la France les meilleurs étudiants européens. En effet, le retour des étudiants étrangers dans leur pays d'origine en particulier pour la thèse après leur cursus à l'ENS sera un objectif majeur dès le démarrage du projet. A plus long terme, l'élargissement du recrutement par un même concours ouvrant l'accès non seulement à l'ENS, mais aussi à plusieurs autres institutions européennes d'excellence, sera le gage de la réussite de notre initiative, menée au bénéfice de l'ensemble de l'Université européenne.

Etienne Guyon, directeur de l'Ecole normale supérieure

La mort annoncée de l'Ecole normale supérieure

Le Figaro, 8 octobre 2005

Dans l'économie ouverte et la société de la connaissance, la recherche fonde la richesse des nations, qui détermine leur potentiel de croissance, leur positionnement dans les secteurs à forte valeur ajoutée, leur compétitivité sur les marchés mondiaux. D'où une concurrence féroce pour attirer les cerveaux, les enraciner sur un territoire et leur offrir un environnement favorable, qui passe par la multiplication des liens entre recherche, enseignement supérieur, entreprises innovantes et autorités publiques. D'où un double défi universitaire et scientifique qui se décline en massification de l'enseignement supérieur, nécessaire à l'amélioration des qualifications de la population active, et en développement de pôles d'excellence aptes à concentrer les meilleurs des étudiants et des chercheurs et à dynamiser la recherche et l'innovation.

Dans cette course, l'Europe s'est laissé distancer. Une Europe qui ne consacre que 1,1% de son PIB à l'enseignement supérieur contre 2,7% pour les Etats-Unis, qui comptent dix-sept universités parmi les vingt premières mondiales. Une Europe dont l'effort de recherche est limité à 1,9% du PIB contre 2,7% pour les Etats-Unis, qui accueillent 70% des Prix Nobel et assurent 44% de la production des articles scientifiques importants. Une Europe qui ne dispose que de 900 000 chercheurs quand 400 000 chercheurs européens travaillent aux Etats-Unis et dont les investissements en R & D sont inférieurs à ceux de l'Asie depuis 1998.

Au sein de l'Union, la situation est cependant très loin d'être homogène. Certains pays, telle la Suède, qui affecte 4,2% de son PIB à la recherche, ont placé la technologie au coeur de leur stratégie d'adaptation à la mondialisation. La France présente l'image inverse d'une nation dont le déclin économique est indissociable de son déclin intellectuel et scientifique, caractérisé par un effort de recherche limité à 2,1% du PIB, une production scientifique inférieure à 5% des articles publiés, la présence de quatre universités dans les cent premières mondiales dont la première vient au 46e rang.

Parmi les quatre institutions rescapées figure l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, que Time place en septième position dans le classement des cinquante meilleurs établissements européens. Et ce, en raison d'un mode de fonctionnement original qui repose sur quatre piliers : un projet intellectuel orienté vers la recherche fondamentale ; une vocation de pôle d'excellence qui passe par une grande exigence dans le recrutement des étudiants, des enseignants et des chercheurs ; la coexistence intime des sciences dures, des sciences humaines et des humanités ; le positionnement à l'intersection de l'université - dont les étudiants suivent le cursus parallèlement aux cours spécifiques qui leur sont dispensés - et de quelque deux cents équipes de recherche. Cette situation singulière, soumise en permanence au feu croisé des critiques de la bureaucratie et des syndicats de l'Education nationale, se trouve aujourd'hui sous la menace directe d'un projet de fusion avec les écoles de Cachan qui entraînerait la dissolution paradoxale de l'Ecole normale supérieure au moment même où le gouvernement entend l'ériger en pivot d'une Ecole d'économie de Paris dotée de 10 millions d'euros. Le regroupement de l'Ecole normale supérieure et des écoles de Cachan vise à conforter leur stature internationale grâce au rassemblement de 2 000 normaliens, 2 000 autres étudiants, 500 doctorants et 1 300 enseignants et chercheurs sur trois sites universitaires situés en Ile-de-France et sur le campus de Ker Lann, près de Rennes. L'objectif consisterait d'une part à recentrer la «grande Ecole normale supérieure» vers la formation des enseignants, d'autre part à rapprocher la recherche fondamentale et la recherche appliquée, le tout servi par la rationalisation des moyens humains et financiers et l'engagement de grands projets immobiliers sur le site de Cachan (construction d'une salle

polyvalente à destination des entreprises et d'une halle polyvalente pour les activités sportives et associatives).

Cette fusion, dont la logique se résume à la doctrine bureaucratique selon laquelle «big is beautiful», débouche sur une succession d'incohérences. Incohérence de l'ambition intellectuelle, qui ne peut être la couverture universelle des disciplines mais un investissement ciblé dans des secteurs stratégiques du savoir. Incohérence du projet scientifique, qui verrait la recherche fondamentale - pourtant vitale - marginalisée au profit de la recherche appliquée et les humanités placées en voie d'extinction (il n'existe pas de section littéraire à Cachan mais des études d'art appliqué et de design). Incohérence du projet de formation, ciblé autour de la professionnalisation de l'enseignement supérieur français, alors qu'il est vital d'accélérer l'ouverture sur la société et l'économie ouvertes. Incohérence pédagogique, puisque la taille des pôles d'excellence mondiaux est comparable à celle de l'Ecole normale (600 à 1 200 étudiants pour les collèges britanniques, 800 undergraduates pour le Caltech californien, 4 100 undergraduates répartis en cinq écoles pour le MIT, contre 900 normaliens). Incohérence géographique, tant l'Ecole normale doit contribuer - aux côtés de Paris-VI, de l'EHESS, du Collège de France... - à revitaliser Paris, qui tend à se transformer en désert scientifique, tandis que Cachan relève du pôle technologique de la vallée de la Bièvre.

Trois conclusions émergent. 1. Autant que d'en susciter de nouveaux, il est vital de préserver les pôles d'excellence publics et privés français qui constitueront le pivot du redressement futur du pays : la fusion avec Cachan doit dès lors être abandonnée au plus vite, dès lors qu'elle implique la dénaturation de l'Ecole normale supérieure en un hybride improbable au croisement d'un CNRS miniature et d'un «super IUFM». 2. De même que le plan de réforme de la fiscalité pour 2007 masque l'augmentation parallèle et démesurée des prélèvements et des dépenses publics dans le budget de 2006, l'accent placé sur l'investissement dans la recherche va de pair avec la poursuite du déclasserement des institutions et des équipes françaises les plus performantes en raison du refus d'une autonomie et d'une sélectivité accrues. 3. A l'image de l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'Ecole normale supérieure a vocation à être profondément modernisée, mais dans le respect de son histoire et de son identité, à travers son insertion dans un réseau mondial de pôles d'excellence de recherche fondamentale, l'ouverture et l'internationalisation de son recrutement, l'intensification des liens avec les entreprises et la diversification de ses sources de financement.

Nicolas Baverez, ancien élève de l'Ecole normale supérieure

Après controverse à l'École normale supérieure

Le Monde, 22 octobre 2005

Un projet de fusion entre Ulm et Cachan survient sur fond de succession.

Un projet de rapprochement, voire de fusion, entre les deux Écoles normales supérieures (ENS) de la région parisienne, celle de Paris (la « rue d'Ulm ») et celle de Cachan, fait depuis quelques mois l'objet d'une âpre controverse. Elle est aujourd'hui d'autant plus intense que l'ENS doit renouveler ses instances dirigeantes.

Si Ulm mêle traditionnellement disciplines littéraires et scientifiques, Cachan est bien davantage tournée vers la recherche appliquée. Pour réfléchir à leur possible alliance, une commission consultative s'était réunie au printemps. Emmenée par l'historien Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France et président du conseil scientifique de l'ENS, cette commission avait jugé qu'un « rapprochement » progressif permettrait à Normale Sup' d'accroître son rayonnement à travers le monde, tout en renforçant « le poids interne et international des humanités normaliennes ».

Très vite, pourtant, des voix se sont élevées pour récuser ces perspectives : « Nous refusons la dénaturation des ENS », proclame une pétition qui a commencé à circuler rue d'Ulm avant l'été, et qui a recueilli la signature d'environ 200 élèves (actuels ou anciens), inquiets de voir remettre en question, à terme, aussi bien le système des classes préparatoires que le « statut de fonctionnaires stagiaires rémunérés » dont bénéficient les normaliens, et cela « au nom de la concurrence internationale entre les établissements de l'enseignement supérieur ».

Cri d'alarme...

Puis la polémique s'est prolongée dans la presse, sous la plume de deux anciens « ulmiens ». Ainsi l'économiste Nicolas Baverez a-t-il fustigé, dans *Le Figaro* du 8 octobre, un projet de « fusion » qui « verrait la recherche fondamentale - pourtant vitale - marginalisée au profit de la recherche appliquée et les humanités placées en voie d'extinction ».

De même l'historien Jacques Julliard a-t-il lancé un véritable cri d'alarme, dans une chronique intitulée « Sauvons Normale Sup'! » et parue dans *Le Nouvel Observateur* du 20 octobre, allant jusqu'à prophétiser que le renouvellement du mandat de Gabriel Ruget, actuel directeur de l'ENS Paris, signifierait rien moins que l'arrêt de « mort » de la vénérable institution.

C'en était trop. M. Ruget a alors décidé d'organiser « en urgence » une conférence de presse. Dans les salons cossus de la rue d'Ulm, plusieurs personnalités éminentes du monde de la recherche (Danièle Hervieu-Léger, présidente de l'École des hautes études en sciences sociales, Jacques Glowinski, administrateur du Collège de France, ou encore Gilbert Béréziat, président de l'université Paris-VI) se sont relayées pour dénoncer « une campagne de presse choquante », selon les termes du médiéviste Michel Zink, président du conseil d'administration de l'ENS-Paris. « Ces deux articles laissent deviner une source unique », a-t-il ironisé, dans une allusion à la philosophe Monique Canto-Sperber, officiellement candidate à la direction de l'ENS, dont le nom, sans être jamais prononcé, était dans tous les esprits. M. Zink a tenu à réaffirmer qu'il n'était pas question de « fusion », mais de simples « rapprochements ponctuels » entre l'école de la rue d'Ulm et celle de Cachan.

Par-delà les rivalités de personnes, M. Ruget s'est quant à lui efforcé de défendre un projet fait d'« alliances constructives » et de « synergies » sans frontières, rappelant que son école fonctionne déjà comme « un ensemble de campus ».

Jean Birnbaum

La gestion de la directrice n'est pas admise à Normale Sup

Libération, 18 novembre 2006

Fronde à l'ENS contre la philosophe Monique Canto-Sperber

Les neuf directeurs des départements littéraires, la directrice des deux bibliothèques de lettres et trois directeurs d'études ont démissionné, les représentants des élèves se sont solidarisés avec eux, et si les cours se poursuivent normalement, les bibliothèques fonctionnent en service réduit... Jamais la prestigieuse Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm n'a connu pareille tourmente. Au coeur de la crise, le mode de gouvernance, jugé trop personnel et interventionniste, de la directrice Monique Canto-Sperber dont la nomination en novembre 2005 avait déjà provoqué des remous.

Alors que le mécontentement couvait, le détonateur a été la décision, prise le 16 octobre en conseil d'administration (CA), d'instaurer des droits d'inscription pour les bibliothèques littéraires. Votée à une voix de majorité, la mesure impose des frais très élevés : de 30 euros par an pour l'élève, ils atteignent 200 euros pour les lecteurs extérieurs (doctorants, post-doctorants, chercheurs, etc.) contre de 3,3 à 53 euros à la Bibliothèque nationale.

La directrice explique qu'il lui faut présenter un budget équilibré. Or l'Etat a alloué une dotation de 400 000 euros pour les bibliothèques dont le budget annuel est de 1,2 million. Jusqu'ici l'école fournissait le complément. Mais, affirme Monique Canto-Sperber, c'est maintenant impossible : l'Inspection générale des finances et celle de l'éducation, qui viennent de faire un audit, exigent que les financements soient désormais distincts. Face à un élu au CA qui s'insurge contre les 200 euros, la directrice répond que le paiement pourrait être échelonné sur douze mois, ce qui reviendrait à «*un café par mois au Flore*» ...

«Contradiction».

Dans une lettre ouverte, le personnel des bibliothèques estime que cette mesure est «*en parfaite contradiction avec la politique d'ouverture*» prônée ces dernières années. Cela risque en outre de décourager les lecteurs qui font d'importantes donations et «*parrainent*» des ouvrages à relier. Surtout, le personnel dénonce les méthodes de Monique Canto-Sperber : un groupe de travail, conduit par la directrice des bibliothèques, planchait sur la question depuis plus d'un an. Dans ses conclusions rendues en mars 2006, il proposait des tarifs de 30 et de 60 euros.

Exaspération.

L'affaire de la bibliothèque survient à un moment où l'exaspération est à son comble parmi les cadres de l'Ecole littéraire l'Ecole scientifique, où Monique Canto-Sperber intervient peu, étant philosophe, reste à l'écart du vent de révolte. «*Elle n'écoute pas mais intervient sans préparer ses décisions ni connaître ses dossiers, elle pousse ses candidats dans les départements*, accuse un enseignant, *son ambition se heurte à son inexpérience et à son incompétence pour diriger une telle maison.*»

Le 5 novembre, les neuf directeurs de départements littéraires lui adressent une lettre exposant leurs griefs : gouvernance chaotique, manque de concertation, etc. Les documents pour le CA du 16 octobre ont été communiqués au tout dernier moment, en début de séance. Sur un autre sujet en débat (la création d'un concours littéraire commun avec l'ENS Lyon), ils lui reprochent aussi d'être passée au-dessus d'un groupe de travail.

Beaucoup évoquent ses multiples activités à l'extérieur pour expliquer l'improvisation dont elle fait souvent preuve. Enseignante à Polytechnique, elle produit une émission hebdomadaire sur l'éthique à France Culture et participe à une autre sur la chaîne de télé Public Sénat. Si on lui sait gré d'avoir obtenu une dotation en nette augmentation pour l'école, on lui reproche son goût du copinage. Elle a nommé l'historien Alexandre Adler, un ami, à la tête de la fondation de l'ENS, et nourrirait le projet de créer une chaire de géopolitique qu'il pourrait occuper.

Inaugurant mercredi une exposition sur le rôle des normaliens dans l'affaire Dreyfus, Monique Canto-Sperber s'est retrouvée face à une haie de manifestants, des élèves portant des masques et des banderoles «*Un an, ça suffit*». «*Notre objectif est de rechercher l'apaisement*, explique-t-elle à *Libération*, *la question des frais de bibliothèque est suspendue, il faut retrouver la sérénité.*» Mais la crise de confiance est telle que sa proposition de dialogue est restée sans réponse. Les protestataires ont préféré rencontrer le président du CA qui a pris le temps mardi de les écouter cinq heures durant.

Véronique SOULE

Veillée d'armes à Normale sup avant le budget 2007

Le Figaro, 15 octobre 2006

Le conseil d'administration, qui examine aujourd'hui le budget 2007 de l'École normale supérieure (ENS), s'annonce tendu. Impossible pour les étudiants d'entrer hier dans la prestigieuse bibliothèque de lettres de la rue d'Ulm. Le personnel s'était mis en grève pour maintenir la pression. Il s'inquiétait notamment de l'absence de budget pérenne pour la bibliothèque. Après la démission médiatisée de dix directeurs littéraires à la mi-novembre, et la mise en cause de la directrice, Monique Canto-Sperber, ce conseil d'administration permettra-t-il enfin de sortir de la crise ? Depuis son arrivée, il y a un an, la directrice est accusée par les directeurs littéraires de « *multiplier les initiatives et décisions personnelles sans concertation préalable* ». Ceux-ci ont dénoncé la création de frais d'inscription pour les bibliothèques, et des pressions sur les commissions chargées de recruter des enseignants. Ils estimaient avoir été court-circuités au sujet de la nomination de l'éditorialiste Alexandre Adler à la chaire de géopolitique. Pour tenter d'apaiser la fronde, des commissions ont été mises en place ces dernières semaines afin de passer en revue les points litigieux. Monique Canto-Sperber s'est déjà dite prête à beaucoup de concessions : le diplôme restera facultatif, l'accès de la bibliothèque demeure pour le moment gratuit, et la désignation d'Alexandre Adler serait reconsidérée. Les directeurs littéraires et scientifiques attendent désormais la signature par la directrice d'une charte de bonne conduite sur la gestion l'école.

Normale sup

Libération, 5 décembre 2006

L'ENS de la rue d'Ulm est confrontée à l'essor de la concurrence mondiale entre universités. Nouvelles disciplines, création d'un diplôme, intégration d'étudiants étrangers... Les exigences de la modernité bouleversent cette vieille dame née de la Révolution.

« L'École normale est une institution que les nations envient à la République : elle est une des têtes de la France qui est pourvue de chefs comme une hydre. On y dresse une partie de cette troupe orgueilleuse de magiciens que ceux qui paient pour la former nomment l' "Elite" et qui a pour mission de maintenir le peuple dans le chemin de la complaisance et du respect, vertus qui sont le Bien. Il y règne l'esprit de corps des séminaires et des régiments. [...] On propose là à des adolescents fatigués par des années de lycée, corrompus par les humanités, par la morale et la cuisine bourgeoises de leurs familles, l'exemple de prédécesseurs illustres : Pasteur, Taine, Lemaître, Giraudoux [...]. Mais personne ne leur raconte la vie d'Evariste Galois [expulsé de l'École normale en 1831 un an après l'avoir intégrée : ardent républicain, le jeune mathématicien avait dénoncé "l'esprit réactionnaire du directeur" , ndlr]. »

Entré en 1924 à Normale, qu'il quittera un an après pour Aden, puis membre du Parti communiste, Paul Nizan faisait ainsi une description sévère de l'École, une institution coupée du monde et destinée à reproduire des élites (1). Aujourd'hui, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm est loin de cette image. Certes, elle forme toujours des élites intellectuelles, de brillants étudiants issus dans leur grande majorité de milieux favorisés. Le mot clé demeure l'«excellence», et l'on parle volontiers de la «communauté normalienne». Mais au fil des ans l'École, créée en 1794, s'est largement ouverte au monde. De nombreuses disciplines y ont été introduites à côté des traditionnelles «humanités», des conventions ont été signées avec des universités, des laboratoires de recherches ont été créés, souvent en collaboration avec les grands organismes (CNRS, Inserm). L'école s'est ainsi lancée dans la compétition internationale, soucieuse de briller mais sans perdre son identité.

Elèves espagnols, russes, allemands...

Agrégé de mathématiques, Sylvain Gogger, 23 ans, prépare une thèse d'algèbre à l'intitulé obscur. «C'est notre handicap : en sciences humaines, le sujet dit toujours quelque chose, en maths pures c'est incompréhensible», remarque-t-il. Mais, plus encore que ses condisciples littéraires, Sylvain Gogger a de bonnes chances de toucher à son but : devenir enseignant-chercheur. L'école scientifique de l'ENS, particulièrement en mathématiques, est au sommet de sa gloire : sur les neuf médailles Field françaises (l'équivalent du prix Nobel en maths), huit ont été décernées à des normaliens d'Ulm, le neuvième lauréat y a suivi des cours.

Avec son calme imperturbable, Sylvain Gogger incarne l'un des visages d'Ulm : la réussite des disciplines scientifiques désormais aussi prestigieuses que les littéraires, longtemps l'âme de l'école. Fils d'une institutrice et d'un professeur de technologie au collège, il a toujours été un fort en maths. A la différence des «fils de» que leurs parents destinent dès l'enfance à intégrer une grande école, les siens ne l'ont pas poussé. Originaire de Longecourt-en-Plaine, près de Dijon, il s'est retrouvé en classe prépa sur les conseils de ses enseignants de terminale. Aujourd'hui il reconnaît sa chance d'être normalien. Payé 1 240 euros par mois durant quatre ans, il loue 250 euros une chambre sur le campus d'Ulm, en plein Quartier latin. L'ENS en compte au total 600, réparties sur trois emplacements également boulevard Jourdan, à Paris, et à Montrouge, en proche banlieue. Selon des règles édictées par les élèves, un normalien ne peut être logé plus de deux ans rue d'Ulm, le campus le plus recherché. Dès les beaux jours, on s'y presse sur les bancs du jardin des «Ernest» les poissons du bassin de la cour intérieure.

«On a tout sur place, une cantine, une salle de sports, des associations de bénévoles et des clubs de discussions, une section PS, un journal interne, plusieurs troupes de théâtre, six caves-piano, une bibliothèque extrêmement riche, on pourrait rester ici et vivre entre nous», explique Sylvain Gogger. Lorsqu'il ne travaille pas en

bibliothèque ou devant son ordinateur dans sa chambre avec mezzanine le luxe des quatrièmes années , il rejoint la chorale des grandes écoles, répète dans sa troupe de théâtre, gère le bar des élèves ou siège au conseil d'administration, où il a été élu représentant des élèves scientifiques. Il donne aussi des petits cours dans les beaux quartiers à des lycéens dont les parents, fortunés, ne veulent que des normaliens, voire des agrégés normaliens, pour aider leur progéniture.

«Gestion chaotique» de la directrice

Mais l'école de la rue d'Ulm n'est plus une tour d'ivoire. Désormais on entend parler espagnol, russe, allemand, anglais... Outre les chercheurs et les enseignants invités, une vingtaine d'étrangers décrochent chaque année une bourse pour venir étudier trois ans à l'ENS. Plusieurs dizaines d'étudiants extérieurs presque autant que de normaliens ayant réussi le concours, soit 100 littéraires et 100 scientifiques peuvent désormais y suivre les cours. En même temps, l'école reste un monde à part, avec un vocabulaire propre que l'on entretient avec un certain orgueil la thurne (chambre), les caïmans (enseignants-tuteurs), les archicubes (les anciens élèves). Officiellement il s'agit de préserver la tradition. Mais parfois perce la nostalgie d'un temps où l'on était entre soi. Parmi l'héritage des intellectuels engagés passés par l'école, il y a aussi un goût de la libre parole. La directrice, la philosophe Monique Canto-Sperber, nommée en novembre 2005, en a fait les frais. Le jour de l'inauguration de l'exposition Dreyfus à l'école, le 15 novembre, les élèves lui ont fait une haie d'honneur, portant des pancartes : *«Un an ça suffit.»* Hostiles au nouveau diplôme et aux frais d'inscription à la bibliothèque, ils se sont solidarisés avec les directeurs des départements littéraires qui ont démissionné début novembre pour protester contre *«la gestion chaotique»* de la directrice.

Francis Wolff, 56 ans, directeur démissionnaire du département de philosophie, est un observateur privilégié des changements. Normalien, fils d'un ouvrier-boulangier *«à l'époque, une telle promotion était rare, c'était plutôt des enfants d'instituteurs qui profitaient de l'ascenseur social»*, il a occupé plusieurs postes à l'ENS, dont celui de directeur adjoint lettres de 2001 à 2004. *«L'âge d'or a duré jusqu'au début des années 70, lorsque l'on se pressait aux séminaires de Lacan, d'Althusser ou de Derrida, dit-il. On passait l'agrégation, on allait enseigner deux ou trois ans dans le secondaire avant d'entrer comme assistant à la fac, puis de gravir les échelons universitaires.»* Aujourd'hui l'agrégation n'est plus une fin en soi. Et le normalien part étudier à l'étranger.

Les grandes réformes ont débuté au milieu des années 80, sous l'impulsion de Laurent Fabius, *«le seul homme politique, parmi les anciens, à avoir aidé l'école, alors qu'Alain Juppé s'en est toujours fiché. Enarque, il ne mentionne jamais son statut de normalien»*, assure Francis Wolff. L'ENS aspire à revenir au centre de la vie intellectuelle. Des contrats sont passés avec les organismes de recherches. Des chaires d'enseignement et de recherches sont créées. Des conventions sont signées avec les universités Paris-VI et Paris-VII pour délivrer des diplômes (magistères) communs.

Département de sciences sociales

Les scientifiques créent des laboratoires, forment des équipes de recherches, ouvrent des départements. Mais les littéraires traînent des pieds. *«Comme s'ils avaient peur de perdre leur âme»*, commente Francis Wolff. Dans les années 90, le département des sciences de l'Antiquité s'informatise le premier, fait venir des papyrologues, ouvre un labo d'archéologie. C'est le signal : un département de sciences sociales est créé, et plus récemment, un autre d'études cognitives, puis d'histoire et de théorie des arts avec une chaire de cinéma, etc.

Mais les gardiens de la tradition veillent. Lorsqu'en 2005 l'ancien directeur Gabriel Ruget lance l'idée de fusionner avec l'ENS Cachan, il déclenche une levée de boucliers : comment un haut lieu de la culture classique comme Ulm pourrait-il se fondre avec des disciplines aussi prosaïques que la gestion et les sciences ? Il fait marche arrière. En 1985, lorsque la mixité homme-femme a été instaurée, on prédisait déjà une chute de niveau.

Le débat porte aujourd'hui sur le diplôme introduit en 2005 avec, pour enjeu, la visibilité de l'école dans la compétition mondiale. *«La petite taille n'est pas nécessairement un handicap, souligne*

Monique Canto-Sperber, dans le dernier classement international du Times, l'ENS est la 18e université mondiale, première de l'Europe continentale.» Le diplôme, désormais accessible à des étudiants français et étrangers sélectionnés par l'ENS, devrait toutefois permettre de «faire mieux connaître l'école dans la vie universitaire internationale». Les protestataires se demandent, eux, en quoi le fait de passer d'«anciens élèves» à «diplômés» fera davantage rayonner l'école, redoutent que le prix du diplôme (190 euros) ne dérape et que la grande liberté de choix des cours – une spécificité de l'école – disparaisse. Directrice démissionnaire de la bibliothèque des lettres, elle-même normalienne, Laure Léveillé, 41 ans, a vécu les résistances internes. «A cause de cela, nous n'avons commencé l'informatisation qu'en 2000, une époque où d'autres se ré-informaient, explique-t-elle de sa voix douce, l'avantage est que nous avons profité des derniers logiciels.» Mais il faudra encore au moins un an pour finir le catalogue des 500 000 volumes.

Informatisation tardive

Quinze kilomètres d'ouvrages en libre accès, sur 7 500 m² : les élèves, et les anciens normaliens qui ont droit, à vie, à la bibliothèque, disposent d'un outil unique dans l'enseignement supérieur. «Pour les thésards, pouvoir accéder à des collections entières fait gagner un temps fou», précise Laure Léveillé. L'an dernier, la bibliothèque a accueilli plus de 600 lecteurs extérieurs. Une ouverture menacée, selon sa directrice, par les frais d'inscription (jusqu'à 200 euros) que Monique Canto-Sperber a fait adopter en octobre.

Gwladys Bernard, 25 ans, sortie de l'école l'an dernier, bénéficie d'une «bourse couplée» de 1 300 euros par mois, durant les trois ans de sa thèse. Un privilège de normaliens. Elle se rend une journée par semaine à l'université de Bordeaux-III, où elle a un poste de moniteur, et le reste du temps elle travaille sur son sujet, «Le détroit de Gibraltar à l'époque romaine». Fille d'une infirmière et d'un professeur de gestion dans un lycée technique, elle se dit un peu déçue de se retrouver à la sortie avec le même salaire qu'à l'ENS, «d'autant qu'en histoire c'est à 32 ans en moyenne qu'on trouve un poste fixe». Mais Gwladys se reprend aussitôt : «Au-delà des cours, l'école ouvre des portes, diffuse des informations, les caïmans ont des carnets d'adresses. Pour moi, la méritocratie n'est pas un vain mot.» Et si, contrairement à ce que croyait Paul Nizan, Normale avait bien une âme ?

Véronique SOULE

Ces normaliens qui passent à l'entreprise

Les Echos, 24 septembre 2007

Alors que les débouchés satisfaisants se font rares dans l'enseignement supérieur et la recherche, de plus en plus d'anciens de la rue d'Ulm font le choix de l'entreprise. Le virage, pourtant, n'est pas toujours facile à négocier pour ces « têtes », tant le profil très particulier de Normale sup laisse sceptique nombre de recruteurs.

Entre les anciens élèves de l'Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm* et les diplômés d'écoles de commerce, le fossé a toujours été profond. Et les clichés circulant de part et d'autre, peu amènes : d'un côté, une poignée d'intellectuels ou de professeurs Nimbus déconnectés de la vie moderne ; de l'autre, de vulgaires « épiciers » incultes et matérialistes. Dans les faits, cependant, des passerelles existent. Yann Delabrière à la tête de Faurecia, Marianne Laigneau au secrétariat général d'EDF, Julien Carmona aux finances de l'Ecureuil et Isabel Marey-Semper à celles de PSA Peugeot Citroën : ces nominations récentes sont là pour prouver que de plus en plus de normaliens occupent des postes en vue dans le monde de l'entreprise, privée ou publique. Le profil du nouveau président de l'Association des anciens élèves et amis de l'ENS (AAE) est, à cet égard, significatif : à la différence de ses prédécesseurs, de purs universitaires, Jean-Claude Lehmann a aussi une culture d'entreprise puisque, après avoir fait carrière au CNRS et à l'université, il a longtemps été le directeur de la recherche de Saint-Gobain.

Expertise pointue

Au-delà des quelques grandes figures souvent citées en exemple - Philippe Camus, Anne Lauvergeon, Jean-Charles Naouri... -, une minorité de normaliens décide chaque année de tourner le dos à l'enseignement et à la recherche, les deux débouchés naturels de l'école, pour endosser le costume du cadre supérieur. Avec quelques secteurs ou fonctions de prédilection, différents selon qu'il s'agit de scientifiques ou de littéraires. Convoités pour leur expertise pointue dans tel ou tel domaine, les premiers se rencontrent surtout dans l'industrie - informatique, pharmaceutique, énergétique... - ainsi que dans les salles de marché, toujours en quête de bons matheux. Quant aux seconds, appréciés pour leur culture générale et leurs capacités d'expression orale et écrite, ils foisonnent dans les médias, la communication, l'édition ou les loisirs. Mais aussi dans les cabinets d'avocats, les secrétariats généraux ou les directions financières de grands groupes et, « last but not least », les banques d'affaires.

Combien sont-ils ? Difficile à dire. Créé en 1983 sous les auspices de Pierre Moussa, ex-PDG de Paribas, et Marcel Boiteux, alors président d'EDF, le Club des normaliens dans l'entreprise compte actuellement 435 membres, dont 40 % de littéraires. Mais tous les normaliens travaillant en entreprise n'adhèrent pas au club, loin s'en faut : son président, Dominique D'Hinnin, par ailleurs grand argentier du groupe Lagardère, estime à un millier leur nombre global. Un microcosme au sein... d'un microcosme : seuls 200 jeunes gens, 100 littéraires et 100 scientifiques, sortent chaque année de la rue d'Ulm. Au total, entre 7.000 et 8.000 normaliens sont aujourd'hui en activité (lire ci-contre).

Encore modeste, la part de l'entreprise est appelée à croître puisqu'elle recrute essentiellement dans les jeunes générations d'« archicubes » : « Beaucoup de membres du club ont moins de cinquante ans », observe en effet un familier, le secrétaire général de Wendel, Jean-Michel Mangeot.

Ornière académique

Ce phénomène est à rapprocher des difficultés croissantes que connaissent depuis quelques années enseignants et chercheurs, notamment dans les sciences humaines. En première ligne dans la fronde menée à l'automne dernier contre la directrice de l'école, Monique Canto-Sperber, la

section littéraire est en proie à un cruel manque de débouchés dans l'enseignement supérieur, qui oblige de plus en plus de normaliens à se contenter d'un poste dans le secondaire. Florence Lautredu, aujourd'hui présidente de sa société de coaching et secrétaire générale du Club des normaliens dans l'entreprise, se souvient de débuts peu enthousiasmants : « J'avais été reçue très jeune 5e à l'agrégation et tout ce qu'on me proposait à la sortie de Normale sup, c'était un poste en 4e technique à Denain, payé 5.000 francs par mois ! » Du coup, elle fut, à l'aube des années 1980, l'une des premières normaliennes à partir dans la publicité, « l'entreprise «mainstream» », comme elle dit. Et son cas a été suivi de beaucoup d'autres : le service carrières de l'école, nous indique son responsable François Bouvier, reçoit chaque année la visite d'une trentaine d'archicubes, pour l'essentiel des littéraires, désireux de s'extraire de leur ornière académique. Pour certains, l'issue sera l'entreprise.

Encore faut-il y être accepté. Même si une récente enquête réalisée par l'Ifop pour « Le Monde de l'éducation » (numéro d'avril 2007) accrédite l'idée que les entreprises valorisent de plus en plus la formation par la recherche, les portes ne s'ouvrent pas toutes grandes au seul mot de Normale sup. Bien au contraire, en fait. Institution unique en son genre, tenant à la fois de la grande école - le recrutement y est ultrasélectif - et de l'université - toutes les disciplines y sont représentées, de la physique quantique à l'histoire médiévale -, Normale sup passe aux yeux de beaucoup pour un objet éducatif non identifié. Bien que, sous la pression du manque de débouchés dans l'Education nationale, elle ait assoupli son discours et cessé de se désintéresser des élèves ne souhaitant pas embrasser une carrière académique, elle n'a encore rien mis en place qui soit de nature à rassurer les entreprises : ainsi, ni les stages ni les séjours à l'étranger ne sont aujourd'hui obligatoires, même s'ils sont fortement conseillés ; les cursus sont d'ailleurs entièrement à la carte, « liberté » étant le maître mot de l'école. Résultat : beaucoup de recruteurs restent sceptiques quand on leur parle de normaliens. « Il est important de s'assurer que leur envie de rejoindre l'entreprise est réelle, profonde », explique Antoine Morgaut, président de la société de recrutement Robert Walters France. « Intégrer une entreprise, pour un normalien, c'est effectuer un virage idéologique dont il devra se justifier », renchérit Dominique d'Hinnin. Un obstacle d'autant plus difficile à franchir que les normaliens, individualistes par nature et par formation, ne constituent pas un réseau aussi efficace que celui de leurs homologues de l'X ou de HEC, même si le Club des normaliens dans l'entreprise s'efforce d'affermir la « solidarité normalienne » en multipliant dîners-débats et petits déjeuners thématiques. Sans parler du problème plus terre à terre de l'engagement décennal : fonctionnaires de l'Education nationale, les élèves perçoivent un salaire (environ 1.200 euros nets par mois) tout au long de leurs quatre années de scolarité, moyennant quoi ils s'engagent à travailler pour l'Etat pendant au moins dix ans. Il se murmure cependant que l'école, consciente de la rareté des postes dans l'Education nationale et la recherche, n'est encore jamais allée demander des comptes aux anciens partis dans le privé...

Double cursus

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que presque tous les normaliens travaillant en entreprise soient aussi - et surtout - qui ingénieur des mines, qui inspecteur des finances ou membre du Conseil d'Etat, qui titulaire d'un MBA : le double cursus reste un must. Privilégiés, les scientifiques bénéficient depuis la fin des années 1970 d'un accès direct aux grands corps d'ingénieurs - Mines, Ponts, Télécoms... -, à hauteur d'une dizaine de places par an. Les littéraires n'ont pas cette chance et doivent d'abord passer sous les fourches Caudines de l'ENA, dans laquelle beaucoup ne voient qu'un sas vers le privé. D'après Stéphane Israël, jeune magistrat à la Cour des comptes à l'origine de la Prép'ENA Paris I-ENS, sur 100 littéraires, une vingtaine tentent leur chance chaque année, dont un bon tiers avec succès. Et « la tendance est plutôt inflationniste », précise-t-il.

Toutefois, ce détour par les grands corps de l'Etat, techniques ou administratifs, ne sera peut-être bientôt plus la voie royale pour entrer dans le monde de l'entreprise. Souvent décrites comme plus pragmatiques que leurs aînées, les nouvelles générations d'archicubes se sont frayé un

chemin plus direct en passant à la fois le concours de l'ENS et celui d'HEC, et en suivant en parallèle les deux cursus. Victor Leclercq, vingt-quatre ans, a été l'un des tout premiers à oser le doublé. Il ne le regrette pas : « Au début, je suis resté très discret, car ce n'était pas forcément bien vu. Depuis, beaucoup ont fait comme moi. »

Le devenir des archicubes

En 2005, le sociologue Christian Baudelot a publié les résultats d'une enquête par questionnaire réalisée auprès de 958 élèves des promotions 1986 à 1990. But : mieux connaître le devenir professionnel des normaliens, passé quelques années d'activité. En voici les principales conclusions :

- 76 % des archicubes (anciens élèves) interrogés travaillaient dans l'enseignement public et la recherche ;
- 14 % étaient salariés dans une entreprise privée. Avec une différence notable selon le sexe : 12,5 % pour les femmes, 17 % pour les hommes ;
- par discipline, la palme revenait aux physiciens (28,2 % des normaliens interrogés), suivis par les mathématiciens (19,8 %) et les biologistes (19,3 %). En bas du classement : les lettres (5,9 %) et les sciences sociales (5,4 %).

* Créée en 1794 par la Convention pour renouveler le corps professoral de la nation, l'ENS de la rue d'Ulm est la plus vieille et la plus prestigieuse des quatre écoles normales supérieures existantes. Les trois autres sont l'ENS Cachan, l'ENS Lyon et l'ENS LSH (Lettres et sciences humaines), également basée à Lyon ; ces deux dernières sont issues des anciennes ENS de Fontenay et de Saint-Cloud.

Yann Verdo

Trop de cerveaux mal employés Le blues des normaliens

Le Nouvel Observateur, 28 février 2008

Moins de postes d'universitaires et de chercheurs à la sortie de l'École normale supérieure. Même les élèves de la Rue-d'Ulm ont des problèmes de débouchés. L'école de Jaurès, Gracq et Aron s'interroge sur sa vocation.

Qui l'eût cru ? A l'École normale supérieure, certains élèves s'inquiètent pour leur avenir ! Pas vraiment la panique dans les couloirs historiques de la Rue-d'Ulm, hantée par les fantômes de Jaurès, d'Aron ou de Gracq ! Mais entre élèves il arrive que l'on se raconte avec effroi des histoires comme celle de Christine. Normalienne, elle est prof remplaçante dans une terminale techno, avec un CV de super-intello - agrégation de philo, thèse de philosophie analytique («La sémantique est-elle ineffable ?») et cinq ans d'enseignement en université -, qui correspond peu au type de cours qu'elle doit faire. Pas grave pour elle : elle adore enseigner aux lycéens.

L'histoire est cependant significative. La vocation initiale de Normale sup, c'était de former des enseignants - surtout pour le supérieur - ainsi que des chercheurs et des fonctionnaires. Bien sûr, de Pompidou à Fabius, de Sartre à Debray, l'ENS a toujours fourni à la nation son lot d'hommes politiques ou d'écrivains. Mais pour les normaliens moyens - littéraires les postes universitaires sont devenus beaucoup plus chèrement disputés. Et des jeunes ayant reçu une formation intellectuelle très pointue en philo ou en lettres modernes découvrent qu'ils devront renoncer à certaines aspirations. «Alors parfois, on se pose des questions», reconnaît une élève en deuxième année.

Finie l'époque bénie où faire partie des 194 bienheureux reçus au redoutable concours d'entrée à Normale sup, après deux ou trois années d'intense prépa, vous ouvrait automatiquement la voie royale. Aujourd'hui, après le parcours habituel - quatre ans à l'école, l'agrégation, la thèse -, la carrière en or n'est plus garantie. Comble de l'humiliation pour les «archicubes» (les anciens élèves) : leur chère école commence à subir la concurrence d'établissements beaucoup moins prestigieux. Désormais, des khâgneux soucieux de leur avenir présentent en même temps Sciences-Po ou même HEC, prêts à suivre un double cursus. L'idée d'aller vivre sa vie dans le privé est de moins en moins taboue chez les intellos de Normale (voir encadré p. 97). Résultat : branle-bas de combat Rue-d'Ulm. Un groupe d'anciens planche sur la redéfinition des vocations de l'école. «A partir d'avril, le service «carrières» va organiser des rencontres régulières avec des professionnels», résume François Bouvier, normalien, biologiste et responsable de ce service créé par les anciens élèves. Des «forums métiers», en quelque sorte !

Normale sup confrontée à des problèmes de débouchés ? Incroyable, mais c'est une des conséquences de la situation tragique des humanités en France et d'une recherche publique encore sous-développée. Inimaginable, tant la Rue-d'Ulm reste un joyau de notre enseignement supérieur. En sciences, elle continue à produire en cascade des prix Nobel, des médailles Fields, des médailles d'or du CNRS, et les stars de son département sciences sociales et économiques sont mondialement connues. Elle forme des esprits «créatifs», «non formatés», «imprégnés de valeurs humanistes», comme dit le professeur d'histoire Gilles Pécout. Elle tient son rang dans les fameux palmarès internationaux, avec une «très bonne symbiose enseignement-recherche», selon le normalien Nicolas Baverez, pourtant champion national en déclinologie.

Beaucoup de normaliens reconnaissent pourtant que l'ENS doit évoluer si elle veut se maintenir dans la bataille mondiale des savoirs. Mais faire bouger le temple de l'excellence n'est pas chose

facile. Pourquoi changer quand on est les meilleurs ? Déjà, en 1985, certains avaient craint que l'instauration de la mixité homme-femme ne fasse «chuter le niveau» ! Un peu plus tard, Alain Peyrefitte mena la révolte contre l'instauration d'un concours adapté aux étrangers. En 2005, Normale sup refusa avec horreur une fusion avec l'Ecole normale supérieure de Cachan, accusée de faire de la recherche «appliquée» et non «fondamentale». La dernière proposition en date, celle de Jacques Attali, relève du sacrilège : multiplier par quatre les promotions de l'école ! Celle-ci, dans le cadre d'une politique de recherche beaucoup plus ambitieuse, serait elle-même intégrée dans un des dix pôles universitaires d'excellence de taille mondiale à organiser. La très glamour directrice, Monique Canto-Sperber, est catégorique : «Pas question d'intégrer plus de 40 matheux dans l'école ! Au-delà, on baissera le niveau ou on asséchera Polytechnique.» La France incapable de former plus de 40 matheux de très haut niveau en plus de l'X ? C'est une information.

Pourtant, sous la pression des événements, l'ENS, malgré tout, s'ouvre lentement. Les liens se développent avec des universités du monde entier. Les étrangers sont plus nombreux. Les masters communs avec d'autres institutions universitaires se multiplient. Un diplôme a été créé, consacrant une ouverture : la présence, à côté des quatre promotions recrutées par le sacro-saint concours (plus de 900 élèves), de 400 étudiants autorisés à suivre l'enseignement maison après sélection sur dossier. Histoire de démocratiser le recrutement, des élèves se propulsent dans les quartiers populaires pour faire connaître leur école et y attirer les meilleurs lycéens. Et la pluridisciplinarité, si cruciale aujourd'hui, s'organise à la carte. «En plus des lettres classiques, j'étudie le chinois, l'allemand, les sciences sociales», raconte Grégoire Schmitzberger, un helléniste de 21 ans.

« Mais il faudrait faire beaucoup plus, s'insurge Christian Baudelot, professeur de sociologie à l'ENS, organiser un recrutement social beaucoup plus diversifié » et, pour doper les carrières académiques des littéraires, « mettre au point un lobbying plus actif pour donner une vraie place aux humanités dans tous les cursus non littéraires de l'enseignement supérieur français, comme aux Etats-Unis ». Et puis, de plus en plus d'élèves demandent à faire des séjours à l'étranger et des stages. Mais ceux-ci ne sont même pas obligatoires, ce que ne tolérerait pas la plus petite école de commerce ! « L'ENS a pris du retard pour l'ouverture au monde », reconnaît François Bouvier. D'autres anciens avouent même rêver secrètement d'un Richard Descoings, du nom du directeur de Sciences-Po qui a su anticiper les évolutions en se lançant dans l'invention d'un nouveau modèle d'établissement supérieur.

Jacqueline de LINARES